



La cantine scolaire comme analyseur des effets d'un quartier

Geneviève Zoïa, Maud Collet

► To cite this version:

Geneviève Zoïa, Maud Collet. La cantine scolaire comme analyseur des effets d'un quartier. Diversité : ville école intégration, 2017, Prendre soin. Santé et bien-être en éducation, 189, pp.114-120. hal-01841339

HAL Id: hal-01841339

<https://hal.umontpellier.fr/hal-01841339>

Submitted on 17 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La cantine scolaire comme analyseur des effets d'un quartier

Maud Collet,
Geneviève Zoïa

Cet article s'appuie sur une recherche menée depuis 2013, dans laquelle nous rendons compte d'un travail sur l'expérience sociale des jeunes de l'âge de 6 à 16 ans, en nous attachant à comprendre les difficultés spécifiques liées à l'environnement défavorisé dans lequel ils évoluent. Nous centrerons notre analyse sur les problématiques liées à la cantine scolaire.

L'article s'appuie sur une recherche ethnologique et sociologique menée depuis 2013 au sein d'un quartier pauvre et ségrégué d'une ville française moyenne, habité majoritairement par des publics d'origine migratoire musulmane. Notre travail de recherche ¹ y décrit et analyse les parcours des jeunes de 6 à 16 ans sous l'angle des effets de ce territoire urbain sur la santé (au sens large épidémiologique de la santé publique) d'une part, et sur l'éducation, d'autre part. Cependant, ces deux domaines enserrent de très larges pans de l'expérience quotidienne de ces jeunes. C'est pourquoi la question qui nous guide et qui vient organiser un ensemble de données de terrain est la suivante : que signifie, aujourd'hui, grandir dans un quartier ségrégué et marqué par de fortes logiques ethnoculturelles ?

Un premier parti pris est lié au choix que nous faisons d'étudier les dimensions ordinaires et quotidiennes de leur expérience : ainsi, le thème principal de l'article est celui de l'alimentation des jeunes en âge d'être scolarisés, sous l'angle de la restauration scolaire. Nous savons que l'état de santé des enfants est directement corrélé à leur origine sociale et que leur alimentation n'est pas toujours assurée de manière optimale lors des repas à domicile (Guignon, 2017). Or, il apparaît que si la cantine peut représenter une solution pour aider les familles à proposer des repas complets et équilibrés à moindre coût, il n'est pourtant pas rare, dans les quartiers précaires, que le restaurant scolaire soit déserté (Visier, Zoïa, 2017a) : la désertion de la restauration à l'école, et plus encore au collège, a pris de l'ampleur à la fin des années 1990, donnant lieu à un rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale (Dulot, Wiener, 1997). Ainsi, si les travaux sur la vie dans les quartiers sensibles portent le plus souvent sur la violence, la déviance, plus récemment sur la radicalisation, et proposent une lecture de ces lieux sous l'angle de la crise, de l'urgence et de l'extraordinaire, nous choisissons de décrire ici ce que signifie grandir dans un quartier qualifié de « difficile, à risque, vulnérable, fragile, sensible, pauvre, dangereux », ou encore de « ghetto ». Nous pensons que cette seule approche ne contribue pas à la compréhension des réalités observées, et génère même du déficit en la matière.

Notre deuxième parti pris consiste ainsi à faire l'hypothèse que cet espace urbain défavorisé est producteur d'un système d'attitudes partagées (Bacqué *et al.*, 2014), qu'il offre des conditions de socialisation et d'incorporation de normes corporelles ordinaires mais spécifiques, car propres au quartier. Manger est à la fois un acte quotidien très ordinaire et

1 Cet article s'inscrit dans le cadre d'une recherche financée par un programme SHS de la Ligue contre le cancer. Nous remercions le responsable, Laurent Visier, et les membres de l'équipe qui participent à l'enquête de terrain, Guilhem Birouste et Jonathan Cohen-Scali.

très culturellement modelé : ainsi, ce sont non seulement les façons de vivre dans ces lieux que nous analysons, mais également les façons dont tous, dans le quartier, y compris les professionnels, produisent du sens sur les conduites. Nous pensons que rendre compte de ces conditions peut apporter une lecture différente des expériences de vie dans les quartiers. Pour ce faire, nous nous sommes interrogés sur la place et le rôle du service de restauration scolaire, comme « analyseur des logiques sociales et culturelles » à l'œuvre dans le quartier.

Notre entrée sur le terrain a été favorisée par la demande initiale d'un accompagnement sociologique adressée aux chercheurs par la Direction de l'éducation de la ville, en 2013 : il s'agissait d'accompagner le projet de construction d'un pôle éducatif (qui verra le jour en 2019) innovant, attractif et devant favoriser la mixité sociale (Zoïa, Visier, 2016). Ce pôle remplacera l'école élémentaire actuelle du quartier, bâtie en 1964 sur un modèle Pailleron. Notre enquête se base sur une observation ethnographique de longue haleine complétée par des entretiens.

Après une rapide présentation du contexte dans lequel est menée cette étude – description du quartier et de ses caractéristiques –, nous montrons comment le discours des professionnels, qui témoigne de la complexité des choix à prendre et des difficultés de positionnement et d'adaptation du fonctionnement de la cantine scolaire, est confronté à la demande de négociation de l'offre alimentaire des familles qui préfèrent, le cas échéant, retirer leurs enfants de la cantine.

Le quartier : effets de territoire

Le quartier dans lequel se déroule l'enquête est pauvre et de taille modeste (2 500 habitants). Créé au début des années 1960 pour accueillir les rapatriés d'Algérie, il était composé de bâtiments pensés comme provisoires et qui sont toujours en fonctionnement, pour la plupart dans un état vétuste. Le quartier est aujourd'hui habité par une population jeune, majoritairement immigrée ou issue de l'immigration maghrébine, essentiellement marocaine, et cumule de nombreux indicateurs de vulnérabilité (chômage, délinquance, aide sociale, précarité financière, mixité sociale). À l'inverse, les professionnels qui y travaillent sont le plus souvent sans ascendance migratoire et issus de la population majoritaire. Ces derniers sont couramment désignés comme « blancs », « koufars » ou « gaouris » par les habitants du quartier.

La cantine comme analyseur

La question de la pause méridienne, peu explorée dans la littérature scientifique, aussi bien en sociologie qu'en sciences de l'éducation, ouvre de nombreux enjeux qui méritent d'être investigués du fait qu'ils se situent aux croisements de nombreuses problématiques. Connu de tous, l'objectif principal de la cantine est de proposer des menus équilibrés, complets et variés aux élèves. Cependant, dans les quartiers populaires, les aliments proposés font régulièrement débat (Papi, 2012). Autrement dit, le déjeuner à la cantine scolaire pose de multiples questions en tant qu'enjeu socio-éducatif, pédagogique, sanitaire et de gouvernance territoriale, tout en restant un objet ordinaire par excellence : manger est un acte commun, fréquent, culturel et universel, éminemment social.

Cantine : enjeux culturels et sociaux

Bien qu'elle ne soit pas prise en charge par le personnel de l'Éducation nationale, la pause méridienne fait partie du temps scolaire : en effet, elle est de fait un moment d'apprentissage et de socialisation pour les enfants qui participe, de manière positive ou négative, du climat scolaire. Cet espace est d'autant plus important que les enquêtes PISA ne cessent de rappeler que le sentiment d'appartenance des élèves français à la communauté éducative est faible. Cette particularité du système français est d'autant plus marquée dans les établissements accueillant un public issu de milieux défavorisés.

Généralement définie par ses nuisances sonores, ses repas froids ou de qualité médiocre, la cantine scolaire est pourtant un lieu de socialisation qui offre un fonctionnement en miroir, renvoyant à diverses dimensions de l'expérience sociale. L'anthropologie a montré comment les choix alimentaires, pour chacun d'entre nous, font partie intégrante du développement de la personnalité et de la construction identitaire : nous nous affirmons une identité individuelle et collective autour d'aliments conseillés, autorisés, interdits (Poulain, 2002)... Cependant, dans le quartier dans lequel nous travaillons, nous avons vu la cantine scolaire se présenter de plus en plus comme le lieu collectif autour duquel se durcissaient des processus de séparation. La dimension religieuse sert souvent de support à cette distribution identitaire. La fonction de marqueur identitaire de l'aliment devient ainsi prégnante vis-à-vis des autres fonctions alimentaires (Bergeaud-Blackler, 2014). Dans ce mouvement, si le jeune élève s'affirme en tant qu'individu à travers ses pratiques alimentaires (Arboix-Calas, 2014), il intériorise et exprime simultanément la place qu'il occupe dans le monde.

Pendant ce temps de restauration, nous avons observé diverses stratégies enfantines de contrôle, de surveillance, de dénonciation. À travers ce qu'ils mangent, les enfants construisent les contours d'un « nous ». Il n'est pas rare que les enfants minoritaires, c'est-à-dire non musulmans et se singularisant par le fait de ne pas manger halal ou de ne pas faire le ramadan, soient l'objet de tracasseries incessantes. Les professionnels qui travaillent dans cet espace témoignent fréquemment de leur désarroi, et certains développent des stratégies d'adaptation : ne plus forcer à goûter est par exemple le choix fait par cette responsable, depuis qu'elle a appris que les enfants se faisaient vomir après avoir mangé des aliments interdits. De même, ce cadre d'une collectivité reconnaît avoir « changé sa perception » concernant la pertinence de proposer aux enfants un menu végétarien, qu'il rejetait jusque-là en tant qu'offre communautaire cachée. D'autres sont arrimés à ce qu'ils nomment les « valeurs républicaines » et rejettent toute forme d'« adaptation à la religion » : il reste que ce lieu de restauration scolaire devient comme le symbole d'une résistance affirmée aux acculturations respectives.

Peu étayée encore dans la littérature scientifique, la désaffection de la restauration scolaire dans les établissements situés en zones prioritaires n'est pourtant pas récente. À la fin des années 1990, le phénomène a commencé à prendre de l'ampleur, les difficultés économiques des familles étant souvent privilégiées pour expliquer cette tendance. Mais ces raisons données ne doivent pas en occulter d'autres : selon un rapport du Défenseur des droits traitant « l'égal accès à la cantine de l'école primaire » (28 mars 2013), les réclamations portant sur des demandes de mise en place de repas végétariens représentent 28 % des réclamations totales relatives au service rendu. Ce rapport ajoute que 9 % des demandes émises font état, de manière explicite, de problèmes en lien avec la composition de repas heurtant les convictions religieuses.

Au cours de notre enquête, un premier constat très frappant nous est très vite apparu. Alors qu'elle fait le plein chaque vendredi, appelé « jour de poisson », la cantine scolaire est moitié

moins remplie les autres jours de la semaine. La cause principale apportée par les enfants que nous avons rencontrés renvoie à la composition des menus, et plus précisément à l'absence de viande dans le repas proposé ce jour-là. Les jeunes rentrent déjeuner à domicile du lundi au jeudi, jours où les menus sont composés de viande, et prennent leur repas à l'école le vendredi, jour où le poisson remplace la viande. Notre enquête nous indique que la désertion des cantines des établissements prioritaires de la ville s'amplifie. En effet, nos investigations auprès des divers acteurs institutionnels ont révélé qu'il arrive aujourd'hui de fermer un restaurant scolaire en zone prioritaire du fait du nombre insuffisant d'élèves demi-pensionnaires, notamment dans l'enseignement secondaire. Certains responsables ont réagi à cette fuite des cantines scolaires en proposant des menus végétariens, et pour le collège de notre quartier, en proposant aux collégiens des activités méridiennes conditionnées par la prise du repas dans l'établissement. Pourtant, si la composition nutritionnelle du menu n'est plus un motif de désaffection de la cantine du collège – les élèves pouvant choisir de prendre un repas sans viande, des activités attractives rythmant la pause méridienne –, une partie importante des élèves du quartier déjeunent chez eux. Qu'ils soient seuls le midi ou qu'ils rejoignent des membres de leur famille, les collégiens sont unanimes : la cantine est rarement un choix, plutôt une obligation. Ainsi, ce sont bien des enjeux de « commensalité » (Fischer, 2013) que traduisent ces différents choix. Les cantines de l'école et du collège du quartier deviennent bien plus qu'un endroit où l'on prend ses repas, et la fonction de marqueur identitaire des aliments domine leurs autres aspects.

« École des autres », cantine des autres ?

Ne pas manger de porc, manger de la viande halal ou ne pas manger de viande du tout sont des réclamations fréquentes de la part des parents dans les cantines scolaires de quartier populaire. Face à l'augmentation de ce genre de demandes, le ministre de l'Intérieur a rappelé, dans sa circulaire d'août 2011 destinée aux préfets, que « le fait de prévoir des menus en raison de pratiques confessionnelles ne constitue ni un droit pour les usagers, ni une obligation pour les collectivités ». Cette problématique de la cantine est un questionnement permanent pour les professionnels qui ne savent pas spontanément y répondre, mettant alors en avant une laïcité étendard.

Dans les cantines des écoles primaires de la ville où nous enquêtons, le choix réalisé est d'offrir chaque jour la possibilité de manger un menu sans porc avec l'obligation, par soucis d'équilibre alimentaire et d'éducation nutritionnelle, de goûter à chaque catégorie d'aliments. Les agents de cantine disent être régulièrement sollicités par les parents d'élèves du quartier qui souhaitent que leur enfant puisse bénéficier du repas, sans toutefois être contraint de manger la viande proposée. En prévention, une information aux familles est désormais distribuée à tous les parents d'élèves de la ville lors de l'inscription à la cantine. L'association de parents d'élève de l'école élémentaire a soumis l'idée de proposer aux enfants des repas végétariens, comme c'est le cas dans d'autres communes. Mais les acteurs éducatifs refusent de se soumettre à ces réclamations, qu'ils définissent comme identitaires, invoquant le respect du principe de laïcité. Quant aux élus, ils mettent en avant l'effort effectué en proposant chaque jour un menu sans porc : « On ne va pas se mettre à faire du halal. » Les familles disent se sentir négligées et peu prises en considération. Cette tension persistante développe le sentiment d'« une école des autres » (Zoïa, Visier, 2016) et est doublée par le regard que se portent les enfants entre eux : « Ils surveillent ce que mangent leurs camarades et le fait que certains mangent de la viande, et surtout du porc, peut-être source de conflit dans la cour », explique une enseignante de l'école. Des encadrants ont

même surpris des grands frères dans la salle de restauration au moment où déjeunaient les plus jeunes, afin de vérifier que leurs petits frères ou sœurs ne mangent pas de porc. Depuis quelques mois, la pression entre élèves s'intensifie, laissant émerger de véritables situations de harcèlement : les élèves en arrivent à se cacher pour manger la viande. S'ils se sentent observés, certains n'hésitent pas à la cracher ou à se faire vomir après le repas, qu'ils soient de confession musulmane ou non, tellement la pression des camarades devient importante. Une maman nous confie avoir retiré sa fille de la cantine suite à un sentiment de harcèlement de la part de ses amies. Selon elle, les enfants sont pris dans une dynamique d'influence : « Et cela peut aller loin, je connais certains jeunes qui refusent que leurs parents aillent dans tel fast-food ou restaurant, juste de peur d'y être vus. » Dans leurs discours, la dimension religieuse, qui était un non-dit il y a encore quelque temps, n'est plus dissimulée aujourd'hui, sans toutefois être totalement explicitée comme motif de non-inscription à la cantine. Cette particularité liée à l'environnement du quartier pose ainsi la question de la façon dont l'alimentation est vécue par tous les acteurs comme une source d'inquiétude, de conflit et de séparation ethnoculturelle.

La période de ramadan pendant laquelle nous rédigeons cet article fait loupe sur ces processus : les échanges – accords, désaccords – entre parents musulmans du quartier sur l'âge auquel les enfants devraient respecter les règles du ramadan sont exemplaires pour comprendre la complexité de la question et ses différentes adaptations. À la force du regard des autres dans le quartier, à la concurrence des normes pour les enfants et les jeunes, qui impose souvent aux parents la pratique d'un jeûne qu'ils n'approuvent pas pour leur enfant, se conjuguent différents régimes de justifications : repères que constituent pour certains les règles pour les filles, ou la mue de la voix pour les garçons par exemple, fragilité intrinsèque des enfants pour d'autres. Une mère interdisant le ramadan à sa fille en 6^e rapporte les propos de cette dernière : « Maman, Dieu va te punir. »

Les acteurs éducatifs s'interrogent quant à la véritable nécessité de la cantine pour les familles, ces dernières pouvant choisir d'inscrire ou non leurs enfants en fonction du menu. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'il s'agit de familles dont les ressources financières sont peu élevées et dont les repas à la maison peuvent parfois être insuffisants en matière nutritionnelle. Pour ces élèves, l'accès à la cantine est primordial, puisqu'il apporterait un repas complet et équilibré.

Enfin, l'enjeu économique et politique est déterminant pour comprendre la complexité de la situation : notre enquête nous enseigne ainsi qu'instaurer un menu végétarien permettant de satisfaire les demandes spécifiques des familles, et donc d'accueillir plus d'enfants, engendrerait une perte importante du budget de la collectivité. Ainsi, le quartier lui-même fait système, bien au-delà des valeurs et origines culturelles des habitants le plus souvent invoquées (Zoïa, Visier, 2017b).

Le phénomène de désertion des cantines scolaires, notamment dans les zones d'éducation prioritaires, est un véritable enjeu de santé publique. De nombreux enfants issus de milieux défavorisés ne bénéficient pas du service public de restauration. Cet accès est pourtant primordial, tant dans le but de ne pas porter atteinte aux apprentissages, qu'en termes de santé. Mais cette situation semble laisser bon nombre de professionnels dans l'indifférence, souvent au motif de respecter le principe de laïcité.

Maud Collet
doctorante sous la direction du Pr. G. Zoïa, université de Montpellier –

Références bibliographiques

- Arboix-Calas F.** (2014), « Dis-moi ce que tu manges... », *Éducation et socialisation. Les cahiers du CERFEE*, [En ligne], n° 36, Dossier 2 : « Le sujet dans les "éducations à..." ».
- Bacqué M.-H., Flamand A., Paquet-Deyris A.-M., Talpin J.** (dir.), (2014), *The Wire. L'Amérique sur écoute*, Paris, La Découverte.
- Beck F., Richard J.-B.** (dir.), (2013), *Les Comportements de santé des jeunes. Analyses du Baromètre santé 2010*, Saint-Denis, INPES Éditions (accessible en ligne sur <http://inpes.santepubliquefrance.fr>).
- Bergeaud-Blackler F.** (2014), « L'école au défi de l'espace alimentaire halal », *Histoire, monde et cultures religieuses*, n° 32, p. 103-118.
- Dulot A., Wiener C.** (1997), *Note relative à la fréquentation des cantines scolaires*, IGAEN/IGEN (accessible en ligne sur www.ladocumentationfrancaise.fr).
- Fischler C.** (dir.), (2013), *Les Alimentations particulières. Mangerons-nous encore ensemble demain ?*, Paris, Odile Jacob.
- Guignon N.** (2017), « La santé des élèves de CM2 en 2015 : un bilan contrasté selon l'origine sociale », *Études et Résultats*, n° 993, DREES (accessible en ligne).
- Papi S.** (2012), « Islam, laïcité et commensalité dans les cantines scolaires publiques », *Hommes et migrations*, n° 1296, p. 126-135.
- Poulain J.-P.** (2002), *Sociologies de l'alimentation. Les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris, PUF (4^e éd. 2017).
- Zoïa G., Visier L.** (2017a), *Actualité et dossier en santé publique (Adsp)*, n° 99.
- Zoïa G., Visier L.** (2017b), « Culture de quartier. Femmes musulmanes dans un territoire ségrégué », *Ethnologie française*, n° 168.
- Zoïa G., Visier L.** (2016), « Construire l'école du bien-être dans un quartier pauvre. Une expérience d'accompagnement sociologique », *Espaces et sociétés*, n° 166, p. 79-93.